

**MARCHÉ DE FORMATION À LA COMMUNICATION ORALE
POUR LES CATÉGORIES STATUTAIRES
C ET B (NOUVEAUX CONTRÔLEURS DE L'INSEE)**

AU CENTRE DE FORMATION DE L'INSEE DE LIBOURNE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
N° CCAP-INSEE-CEFIL-2025-MAPA-01**

Table des matières

1 Procédure de passation – Documents contractuels.....	4
2 Objet du marché – Contenu des prestations.....	4
3 Durée du marché.....	4
4 Forme du marché.....	4
5 Montant du marché.....	5
6 Conditions d'exécution du marché.....	5
6.1 Description des prestations.....	5
6.2 Modalités d'exécution des prestations.....	5
6.3 Émission des bons de commande.....	5
6.4 Acceptation des bons de commande.....	6
6.5 Lieux d'exécution des prestations.....	6
6.6 Échéancier.....	6
7 Correspondants.....	6
8 Intervenants du titulaire.....	6
9 Vérifications - Réception.....	6
9-1 Prestation de conception.....	6
9-2 Prestations d'animation des sessions.....	7
9-3 Décisions après vérifications.....	7
10 DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	7
10-1 En matière d'environnement :.....	7
10-2 En matière sociale :.....	7
11 Établissement d'un bilan d'émissions de gaz a effet de serre (BEGES).....	8
12 Pénalités.....	8
12.1 Pénalités en cas de report dans l'exécution des prestations.....	8
12.2 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations.....	8
12.3 Pénalités pour non-respect des obligations du marché.....	9
12.4 Pénalités pour indisponibilité d'un formateur.....	9
13 Prix.....	9
13.1 Prix pratiqués.....	9
13.1.1 Préparation des modules.....	9
13.1.2 Animation des formations.....	9
13.2 TVA.....	10
13.3 Modalités de variation des prix.....	10
14 Avance.....	10
15 Facturation.....	10
16 Modalités de règlement.....	11
16.1 Ouverture des droits à paiement.....	11
16.2 Conditions générales.....	11



17 Nantissement - Cession de créance.....	12
18 Résiliation.....	12
19 Sous-traitance.....	12
20 Contentieux judiciaire.....	12
21 Règlement amiable des différends.....	12
22 Litiges.....	13
23 Assurance.....	13
24 Obligation de discrétion.....	14
25 Dérogations.....	14



Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

1 PROCÉDURE DE PASSATION – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique, désigné ci-après par le mot « code ». Il est passé en application des articles R. 2124-1 à R-2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code.

Les documents contractuels le régissant sont dans l'ordre de priorité décroissant :

- le formulaire ATTRI 1 (acte d'engagement) signé par le titulaire et le pouvoir adjudicateur ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au journal officiel du 01 avril 2021 ;
- le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC) approuvé par l'arrêté du 18/09/2018 publié au JO du 27/09/2018 ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

L'exemplaire original des documents contractuels du marché, énumérés ci-dessus, conservé dans les archives de l'administration, fait seul foi.

2 OBJET DU MARCHÉ – CONTENU DES PRESTATIONS

Le présent marché a pour objet une prestation de conception de sessions de formation à la communication orale pour les adjoints administratifs de l'INSEE (lot 1) et les contrôleurs de l'INSEE (lot 2) dans le cadre des formations dispensées au centre de l'INSEE de LIBOURNE ci-après nommé CEFIL.

La description détaillée des prestations figure au CCTP du présent marché.

3 DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à la plus tardive des deux dates :

- le 1^{er} juin 2026
- ou sa date de notification.

Il est conclu pour une durée d'un an.

Il est reconductible tacitement par année sans que sa durée maximale ne puisse excéder 4 ans, sauf dénonciation par l'Insee, au moins trois mois avant la fin de la période en cours. Quelle que soit la décision prise, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

4 FORME DU MARCHÉ

Il s'agit d'accords-cadres, conformément aux dispositions aux articles R2162-1 et suivant du code, donnant lieu à l'émission de bons de commande. Il est conclu en euros.

Conformément aux dispositions des articles R2162-13 et 14 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut passer commande des prestations prévues au titre du présent marché, en émettant des bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

Le marché est alloti :

lot 1 : communication orale pour les adjoints administratifs de l'INSEE (corps classé dans la catégorie C des personnels de la fonction publique d'État) nouvellement recrutés,



lot 2 : communication orale des nouveaux contrôleurs de l'INSEE (corps classé dans la catégorie B des personnels de la fonction publique d'État) lauréats du concours externe ou interne spécial recruté par la voie des emplois réservés et des personnes reconnues en qualité de travailleurs handicapés.

Chaque lot est mono-attributaire.

Un même soumissionnaire ne pourra candidater que sur un seul lot.

5 MONTANT DU MARCHÉ

Le marché ne prévoit pas de montant minimum pour chacun des lots.

Son montant maximum sur la durée totale du marché est fixé à :

- pour le lot 1 : 60 000 euros hors taxe
- pour le lot 2 : 140 000 euros hors taxe

soit : 200 000 euros hors taxe.

6 CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

6.1 Description des prestations

La description détaillée des prestations attendues figure au CCTP, article 3.

6.2 Modalités d'exécution des prestations

Les prestations s'exécutent au fur et à mesure des besoins par envoi d'un courriel confirmé par l'émission d'un bon de commande faisant suite à l'acceptation d'un devis fourni par le titulaire dans les conditions fixées aux articles 3-2.7 et 3-3.8 du CCTP.

6.3 Émission des bons de commande

Les bons de commande, émis par l'Insee, sont adressés au titulaire par tout moyen permettant de constater leur date de réception. La date de réception du bon de commande vaut date de notification.

Les prestations ne peuvent être exécutées avant réception du bon de commande.

Les unités de commande sont :

1) les prestations à exécuter en amont des formations (à ne commander qu'une seule fois) :

- une réunion de préparation à la formation, avec le responsable pédagogique et le directeur du CEFIL ;
- la conception de chaque module de formation ;
- la réalisation des supports associés, du plan de formation détaillé et l'élaboration des questionnaires d'évaluation ;

2) Les formations elles-mêmes comportant notamment l'animation et le suivi individuel des stagiaires lors de leur mise en situation, la fourniture des supports pédagogiques, la mise en œuvre des questionnaires d'évaluation et une réunion d'une heure – quel que soit le nombre de groupes – à l'issue de chacune des quatre prestations. ;

Les prestations sont exécutées sur notification au titulaire de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande perdurent jusqu'à la complète exécution des prestations. Ils peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

6.4 Acceptation des bons de commande

À compter de la date de réception du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours calendaires pour faire connaître ses observations. Passé ce délai, le bon de commande est considéré comme accepté.

6.5 Lieux d'exécution des prestations

Les prestations d'animation de sessions de formation sont exécutées dans les locaux du CEFIL., 3 rue de la Cité, 33500 Libourne.

Des conditions d'organisation peuvent conduire à mener la formation en distanciel par des outils de visioconférence.

6.6 Échéancier

Un échéancier est communiqué par l'Insee au prestataire au plus tard un mois avant le début de la prestation de chacun des lots.

Le nombre de participants est confirmé à la même date par l'Insee.

7 CORRESPONDANTS

Le titulaire fournit à l'Insee, dans un délai de 10 jours à compter de la notification du marché, les coordonnées de l'interlocuteur en charge du marché.

L'Insee fournit au titulaire les coordonnées d'un correspondant Insee.

8 INTERVENANTS DU TITULAIRE

Le titulaire désigne un correspondant unique qui assure la conduite totale de la prestation.

Le titulaire s'engage, dans la mesure du possible, à maintenir le(s) même(s) formateur(s) pendant la durée du marché, sauf si l'Insee en demande le changement.

Si pour des raisons de force majeure, cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en informer immédiatement l'Insee et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Si le titulaire ne respecte pas ces obligations, l'Insee se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

L'accès du personnel du titulaire aux locaux de l'Insee est soumis aux conditions générales imposées au personnel étranger à l'Insee.

9 VÉRIFICATIONS - RÉCEPTION

9-1 Prestation de conception

Les vérifications consistent à s'assurer que tous les documents ont été fournis, qu'ils respectent bien les spécifications énoncées aux articles 3-2 et 3-3 du CCTP et répondent aux attentes pour la formation concernée : contenu des modules finalisés, qualité de la formation et des supports.



Pour procéder aux opérations de vérification, l'Insee dispose d'un délai de quinze jours ouvrés à compter de la date de livraison du dernier des documents prévus pour cette prestation.

9-2 Prestations d'animation des sessions

Les vérifications consistent à s'assurer que la session de formation s'est déroulée conformément au contenu et au plan de formation définis à l'issue de la prestation conception /adaptation et qu'elle répond aux exigences des articles 3-2 et 3-3 du CCTP.

Le service fait est constaté si les prestations prévues aux articles 3-2 et 3-3 du CCTP. ont été correctement et intégralement exécutées.

9-3 Décisions après vérifications

Après chacune de ces vérifications, l'Insee prend une décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des prestations concernées.

La matérialisation de la décision d'admission se traduit par une constatation de service fait.

Toutes les autres décisions donnent lieu à l'établissement d'une décision spécifique, communiquée au prestataire par écrit.

Toutes les décisions après vérifications sont prises par le pouvoir adjudicateur.

10 DÉVELOPPEMENT DURABLE

10-1 En matière d'environnement :

Dans le cadre de l'engagement de l'INSEE en faveur du développement durable, une réflexion et une attention particulières sur « l'achat durable » sont attendues. Il s'agit d'une démarche d'éco-responsabilité pour la protection de la nature, le maintien de la biodiversité et des écosystèmes, et pour combattre l'épuisement des ressources naturelles.

Dans la volonté de limiter l'impact environnemental, le titulaire veillera également à limiter sa production de papiers (dossiers, courriers...). Pour ses correspondances et publications (supports de formation notamment) les versions numériques sont à privilégier. Si toutefois elles devaient être sous format papier, des papiers issus d'une gestion durable des forêts devront être privilégiés. Deux labels permettent d'attester de cet engagement durable : les labels PEFC et FSC . Les papiers portant ces labels seront privilégiés autant que possible.

Pour les versions numériques, il est demandé au titulaire de proposer des livrables documentaires optimisés avec un taux de compression important afin de réduire l'impact carbone.

10-2 En matière sociale :

Le titulaire s'engage à être particulièrement vigilant sur le fait que l'animation des formations ainsi que les contenus proposés ne contiennent aucun stéréotype discriminant, notamment entre les femmes et les hommes ou les personnes porteuses de handicap.

L'INSEE est attaché au respect des principes du développement durable et souhaite la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale de l'entreprise.

11 ÉTABLISSEMENT D'UN BILAN D'ÉMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE (BEGES)

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'INSEE vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujéti, respecte les dispositions de [l'article L.229-25 du code de l'environnement](#).

L'INSEE consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité¹.

Le cas échéant, l'INSEE invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, **encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement** à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

12 PÉNALITÉS

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure.

Toutes les pénalités sont cumulables et plafonnées à 10 % du montant du bon de commande concerné. Elles sont retenues de la facture du titulaire correspondant à la période sur laquelle ont été constatées les défaillances.

En cas de non-respect des obligations prévues au marché, le titulaire encourt les pénalités indiquées ci-après.

12.1 Pénalités en cas de report dans l'exécution des prestations

Une pénalité peut être appliquée par l'Insee sur le montant de la facture relative à la prestation reportée. Elle tient compte du délai qui s'est écoulé entre la date à laquelle l'Insee a été averti et la date à laquelle la prestation de formation aurait dû avoir lieu.

Le titulaire est averti du montant de la pénalité envisagée.

12.2 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS, lorsque le délai d'exécution des prestations, tel que défini par le présent document, est dépassé par le titulaire, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

P = montant de la pénalité

V = valeur des prestations, ayant fait l'objet du bon de commande, concernées par le retard

R = nombre de jours ouvrés de retard

¹ Conformément à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, publié au journal officiel de la république française n°0029 du 4 février 2016.



12.3 Pénalités pour non-respect des obligations du marché

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS, en cas de manquement constaté dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante :

- 500 € HT par prestation non exécutée.

12.4 Pénalités pour indisponibilité d'un formateur

En cas d'indisponibilité d'un formateur, le titulaire avertit la personne publique et doit assurer son remplacement. Dans le cas où ce remplacement ne peut se faire, il doit obligatoirement prévenir la personne publique de l'impossibilité de réaliser la formation et lui proposer une nouvelle date compatible avec les dates de la formation concernée..

Une pénalité peut être appliquée par l'INSEE sur le montant de la facture relative à la formation reportée. Cette pénalité est fonction du délai compris entre la date à laquelle la personne publique a été avertie et la date à laquelle la session aurait dû avoir lieu. Le montant de la pénalité est au plus égal à 50 % du montant de la formation concernée. Le titulaire est averti du montant de la pénalité envisagée.

13 PRIX

13.1 Prix pratiqués

Les prestations, objet du marché, sont des services courants. Le titulaire certifie que les prix n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à fournir à l'Insee, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité. Il pourra faire bénéficier l'Insee des éventuelles mesures commerciales qui interviendraient pendant la durée d'exécution du marché.

Ces prix sont établis aux conditions économiques correspondant à la date limite fixée pour la remise des offres.

Les prix des prestations figurent dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Les prix incluent tous les frais de transport et de repas du ou des intervenant·s.

L'unité monétaire de conclusion du marché est l'euro.

13.1.1 Préparation des modules

Le prix de la prestation de préparation des modules est exprimé sous la forme d'une redevance forfaitaire.

Cette redevance couvre l'ensemble des prestations prévues avant la formation elle-même ainsi que la réunion de bilan.

La redevance est réputée inclure également toutes les autres dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

13.1.2 Animation des formations

Le prix de l'animation des modules est unitaire, l'unité étant la journée (6 heures) ou l'heure de formation.

Dans tous les cas, les prix :

- sont réputés inclure toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices ;
- établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

13.2 TVA

Le taux de TVA est celui en vigueur à la date de signature du marché par le titulaire et doit être précisé sur l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Ce taux est susceptible de subir des variations en fonction de la législation en vigueur. L'annexe est alors mise à jour sans nécessiter la passation d'avenant.

13.3 Modalités de variation des prix

Le prix forfaitaire de la prestation de conception pédagogique des modules et des prestations associées est ferme.

Les prix unitaires d'animation des sessions de formation sont révisables à l'initiative du titulaire, à la date anniversaire de prise d'effet du marché selon la formule suivante :

$$P_n = P_o [0,25 + 0,75 (ICHTrev-TS_n / ICHTrev-TS_o)]$$

dans laquelle :

P_n représente le prix révisé, en euros hors taxes.

P_o représente le prix initial du présent marché en euros hors taxes.

ICHTrev-TS est l'indice du coût horaire du travail révisé - tous salariés (ICHTrev-TS) - indices mensuels - salaires et charges - activités de services administratifs et de soutien - **identifiant 001565196** - disponible sur le site internet : www.indices.insee.fr.

La valeur n de l'indice est celle du dernier indice publié à la date de révision des prix.

La valeur o de l'indice est celle correspondant au mois de la date limite de remise des offres, publié à la date de révision des prix».

Les calculs partiels sont arrêtés à la quatrième décimale et le calcul général est limité à trois décimales et arrondi par défaut si la quatrième décimale est inférieure à cinq, par excès si elle est égale ou supérieure à cinq.

Les prix de règlement ainsi établis n'ont pas à être constatés par avenant.

14 AVANCE

Compte tenu du montant maximum du marché, il n'est pas prévu d'avance forfaitaire.

15 FACTURATION

Les factures sont établies par mois, à terme échu.

Le mode de transmission demandé est celui de la dématérialisation.

Après exécution des prestations, le titulaire saisit ou transmet sa facture en mode dématérialisé et sécurisé, par l'outil en ligne Chorus Pro, accessible sur Internet à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Après la saisie ou la transmission de la facture, cet outil délivre un accusé de réception et permet au titulaire de suivre en ligne l'avancement du règlement de sa facture.



Les informations suivantes sont **indispensables** pour la transmission des factures du présent marché par Chorus Pro

Siret de l'État : 110 002 011 00044 : lors de la saisie de la facture, dans la partie « destinataire », cocher « Oui » à la question « le destinataire est-il l'état ? » ; c'est ce numéro Siret qui doit alors apparaître comme identifiant. Surtout, ne jamais renseigner le Siret de l'Insee.

Code service en charge des factures : FAC9470075 : dans la partie « destinataire », à la rubrique « service », sélectionner le service spécifié ci-dessus, à l'exclusion de tout autre.

Important :. Les factures portent obligatoirement **sous peine de rejet**, outre les mentions légales, la mention suivante :

- le numéro Chorus du bon de commande, numéro à 10 chiffres commençant par 14 ;
- le numéro Chorus du marché, numéro à 10 chiffres commençant par 18 ;
 - le nom et l'adresse du titulaire ;
 - la date d'établissement de la facture ;
 - la nature et la quantité des prestations exécutées ;
 - le montant HT ;
 - le taux et le montant de la TVA ;
 - le montant TTC ;
 - les références du compte postal ou bancaire ouvert au nom du titulaire telles qu'elles sont précisées dans l'acte d'engagement.

16 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

16.1 Ouverture des droits à paiement

L'ouverture des droits à paiement d'une facture est acquise à la date de constatation de service fait et, au plus tôt, le premier jour du mois suivant la période sur laquelle porte la facture.

16.2 Conditions générales

Les paiements s'effectuent suivant les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 et 12 du CCAG/FCS.

Le délai global de paiement est de trente jours et court à partir de la plus tardive des deux dates suivantes :

- date d'ouverture du droit à paiement ;
- date de réception de la facture.

Les sommes dues après expiration de ce délai sont majorées des intérêts moratoires au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement principal les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

La date de paiement d'une facture ou d'un groupe de factures exigibles simultanément est portée à la connaissance du titulaire sur l'avis de crédit correspondant.

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur général de l'Insee.

Le comptable assignataire des paiements est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel placé auprès du ministère chargé du budget.

17 NANTISSEMENT - CESSIION DE CRÉANCE

La personne habilitée à fournir les renseignements relatifs à la cession de créance ou au nantissement du présent marché est le chef du département Cadre de vie et conditions de travail de la direction générale de l'INSEE.

18 RÉSILIATION

Outre les cas de résiliation prévus au chapitre 38 du CCAG/FCS, le marché peut être résilié dans le cas suivant : le non-respect par le titulaire de l'une des clauses du présent marché ou d'altération constante ou récurrente de qualité du service, auxquels le titulaire, dûment informé par lettre recommandée avec accusé de réception, n'apporterait pas remède immédiat ;

Dans tous les cas, l'Insee est en droit de prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnisation ; le marché est alors soldé, à hauteur du service effectivement réalisé à la date d'effet de la résiliation.

19 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter une partie de ses prestations sous réserve d'en informer préalablement l'Insee par écrit et d'obtenir de la part de l'Insee l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant. La responsabilité du titulaire reste entière pour les prestations sous-traitées.

20 CONTENTIEUX JUDICIAIRE

Toute entreprise en difficulté sur le plan judiciaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser à l'Insee, dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution du marché.

21 RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.



Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG suscité pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution de la direction régionale de l'Insee concernée par ce marché, le Pôle achat :

dr78-pole-achats@insee.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

22 LITIGES

À défaut d'accord sur le présent marché, toute contestation est de la compétence du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

23 ASSURANCE

Le titulaire doit être couvert par un contrat en cours de validité garantissant les conditions pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché.

Il s'engage à remettre sur simple demande écrite de l'Insee une attestation de son assureur indiquant la nature et la durée de la garantie.



24 OBLIGATION DE DISCRÉTION

En complément aux dispositions prévues à l'article 5 du CCAG/FCS, il est précisé ce qui suit :

- le personnel appelé à exécuter le marché est tenu à une obligation de discrétion à l'égard de tous faits, informations ou documents dont il a eu connaissance lors de l'exécution du marché ;
- il s'engage sur l'honneur à ne faire, ni pendant ni après l'exécution du présent marché, aucune communication écrite ou verbale concernant toutes informations confidentielles qui pourraient lui parvenir à l'occasion de l'exécution du marché.
- tout manquement à cette règle pourrait entraîner l'application de l'article 226-13 du Code pénal, et le cas échéant, de l'article 50 de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

25 DÉROGATIONS

Le présent CCAP prévaut sur toutes les dispositions du CCAG/FCS qui lui seraient contraires.

***** Fin du document *****

